

COMPTE-RENDU DU PROCÈS DES ATTENTATS DE JANVIER 2015

2 septembre au 10 novembre 2020

Cour d'assises de Paris

Tribunal judiciaire de Paris 17^{ème}

Salle 2-02

Introduction

A partir de ce mercredi 2 septembre et en théorie jusqu'au 10 novembre prochain, la cour d'assises spécialement composée juge quatorze personnes pour leur soutien logistique aux attentats de Charlie Hebdo, de Montrouge et de l'Hyper Cacher.

Un procès historique :

- 2 représentants du parquet national anti-terroriste
- 5 juges professionnels
- 14 accusés, dont 3 absents
- 14 experts cités
- 17 morts dans les attentats
- 50 jours d'audience prévus
- 70 médias accrédités
- 94 avocats
- 144 témoins cités
- Près de 200 parties civiles

Au programme des premiers jours du procès : lecture du rapport sur les faits, interrogatoires d'identité des accusés et présentation des enquêtes de personnalité réalisées sur ces suspects.

À compter du lundi 7 septembre, la cour d'assises spéciale reviendra en détail sur les événements de janvier 2015. Elle entendra notamment les blessés de Charlie Hebdo le 9 septembre, le directeur et l'employé de l'imprimerie de Dammartin-en-Goële où s'étaient réfugiés les frères KOUACHI le 16 septembre ainsi que les otages de l'Hyper Cacher les 22 et 23 septembre.

La cinquième semaine sera consacrée au déroulement de l'enquête judiciaire. Plusieurs témoins, enquêteurs et experts (en écriture, en balistique, en génétique...) seront entendus. Les sixième, septième et huitième semaines seront dédiées aux interrogatoires des 11 accusés présents et aux auditions des témoins en lien avec ces suspects.

Aura lieu ensuite la dernière phase du procès. Les avocats des parties civiles plaideront les 27, 28 et 29 octobre. Le lundi 2 novembre sera réservé aux réquisitions des deux représentants du PNAT. Les plaidoiries des avocats de la défense se dérouleront quant à elles du 3 au 6 novembre. Le 9 novembre, les accusés auront la parole en dernier avant que la cour ne se retire pour délibérer.

L'audience sera filmée. En effet, « ce procès présente de toute évidence un intérêt pour la constitution des archives historiques de la justice », souligne la cour, qui estime que cet enregistrement ne porte pas atteinte à la présomption d'innocence et qu'il n'est « pas de nature à perturber la sérénité des débats ».

Ce compte-rendu est élaboré à partir des notes prises par la FENVAC, association de victimes, partie civile au procès. Eu égard au débit de parole et à notre volonté de lisibilité, la prise de note ne saurait refléter l'intégralité des propos. Seul le prononcé fait foi.

JOUR 1 – MERCREDI 2 SEPTEMBRE 2020

Ouverture de l'audience par le président de la cour d'assises spécialement composée, Régis de Jorna.

«Le port du masque est obligatoire en toutes circonstances, y compris lors des prises de parole», souligne le président.

Le magistrat rappelle également que le procès sera filmé pour la constitution des archives. Un enregistrement réalisé, archivé, et consulté que dans des cas limitativement énumérés par la loi.

Le procès se déroulera dans une salle principale où seront présents les accusés, leurs avocats, une partie des parties civiles et leurs conseils ainsi qu'une partie de la presse.

Dans une deuxième salle, aura lieu une retransmission interactive avec les autres avocats de parties civiles.

Dans une troisième salle l'« Auditorium », seront présents le public et la presse.

La Cour va constater l'identité des personnes présentes.

I. Interrogatoires d'identité

Le président décline l'identité complète des accusés (civilité, profession, résidence) ainsi que celle de leurs avocats.

- 1- ABBAD Abdellaziz, détenu depuis le 28 avril 2017.
- 2- CATINO Michel, né en 1952, retraité, domicilié en Belgique, détenu depuis le 2 juin 2017.
- 3- FARES Mohamed détenu depuis 23 mars 2018.
- 4- KARASULAR Métin, vit en Belgique, détenu depuis le 2 juin 2017.
- 5- POLAT Ali Riza né en 1985, détenu depuis le 28 mars 2015.
- 6- PREVOST Willy né en 1986 détenu depuis 20 janvier 2015.
- 7- RAMDANI Amar, né 12 mai 1981 en Algérie, détenu depuis le 13 mars 2015.
- 8- MAKLOUF Said né en 1989, détenu depuis le 13 mars 2015.
- 9- MARTINEZ Miguel, né en 1982, détenu depuis le 28 avril 2017.
- 10- PASTOR ALWATIK Nezar né le 11 mars 1985, détenu depuis le 20 janvier 2015.

11- RAUMEL Christophe, né en 1990 à Ris Orangis, a été détenu le 20 janvier 2015, soumis au port du bracelet puis placé sous contrôle judiciaire depuis mai 2018, domicilié à Fleury Mérogis.

Sont renvoyés l'ensemble de ces personnes.

S'agissant d'Hayat BOUMEDDIENE, MEHDI ET MOHAMED BELHOUCINE, un mandat d'arrêt a été délivré à leur encontre. Ces 3 accusés étant absents sans excuse valable, ils seront donc jugés par défaut.

II. Réitération et / ou constitution de parties civiles

La Cour vérifie une par une les constitutions de parties civiles.

De plus, quelques personnes déclarent se constituer partie civile à l'audience. La Cour prend note de ces demandes, et se prononcera plus tard sur leur recevabilité.

III. Appel des témoins et des experts

Après l'appel des accusés et des parties civiles, place à celui des témoins et des experts. 144 témoins et experts sont cités à l'audience, à la demande du parquet ou des parties : enquêteurs, experts en balistique ou en écriture, proches des accusés.

Le président explique aux témoins et experts qui se présentent qu'ils vont être convoqués à une date ultérieure.

Plusieurs ne se présentent pas.

Certains des témoins ayant sollicité leur anonymisation, seul leur numéro est précisé, et leur audition sera réalisée par visioconférence.

IV. Intervention de la défense

Me COUTANT-PEYRE, avocate de la défense de Monsieur Ali Riza POLAT indique vouloir soutenir des conclusions in limine litis.

En introduction de son propos, l'avocate déclare "*compatir*" à la souffrance des victimes. "*Il y a des victimes qui ont souffert, c'est irréparable mais ça aurait pu être évité si les services de renseignement et de surveillance avaient fait sérieusement leur travail, s'ils avaient continué à surveiller ce qu'ils surveillaient avant. Les services de l'Etat ont failli, c'est un échec*".

Me COUTANT-PEYRE se plaint du fait que l'audience se tienne au nouveau palais de justice des dans le 17^{ème} arrondissement de Paris. "*Je demande qu'il soit justifié aux parties les raisons de la tenue de ces débats*" dans le nouveau palais et non au siège de la cour d'appel, sur l'île de la Cité.

Elle demande ensuite un supplément d'information aux fins de mise en examen des "*fournisseurs d'armes*" pour complicité des faits poursuivis par la cour d'assises spécialement composée. Son client, Ali Riza POLAT, est poursuivi pour "complicité de crime terroriste". Il encourt la réclusion criminelle à perpétuité.

V. Intervention des parties civiles.

Plusieurs avocats de partie civile réagissent aux demandes de Me Coutant-Peyre, le conseil d'Ali Riza POLAT.

Me Patrick Klugman, avocat de plusieurs parties civiles du volet Hyper Cacher, critique notamment "l'indécence du propos, qui n'a pas sa place avant l'ouverture des débats".

Plusieurs de ses confrères qui lui succèdent à la barre reprennent ce terme « d'indécence. »

"C'est parfaitement odieux ce qu'on vient d'entendre de la part de la défense", s'exprime un avocat, qualifiant les demandes de Me Coutant-Peyre de "saugrenues et dilatoires".

VI. Intervention de l'Avocat général.

Les représentants du parquet national anti-terroriste (PNAT) se lèvent à leur tour pour répondre à l'intervention de Me Coutant-Peyre.

Le déroulement du procès au palais de justice du 17^{ème} au lieu de celui de l'île de la Cité est expliqué. "Pour les accusés, les conditions seront de meilleure qualité ici que si nous avons été dans l'ancien palais de l'île de la Cité. Des questions de sécurité ont aussi justifié ce choix", souligne le magistrat.

« Me Coutant-Peyre commet une erreur juridique. Elle nous dit que la cour d'assises siège à la cour d'appel alors que ce n'est pas ce que dit l'article 234 du code de procédure pénale. Cet article dit que la cour d'assises siège au chef-lieu de la cour d'appel, c'est-à-dire Paris ; nous sommes bien sur la commune de Paris. Il n'y a donc pas lieu de prendre un arrêt particulier pour justifier la tenue de cette audience" dans le 17^{ème}, continue le magistrat.

Par ailleurs, concernant la désignation de la cour d'assises spéciale, Me COUTANT PEYRE prétend que la composition de la cour devait obligatoirement lui être communiquée. Le magistrat répond que cela a été fait et que la loi n'impose aucunement que cette communication soit systématique. Ce n'est prévu que pour les jurés en cour d'assises ordinaire.

VII. Intervention de la défense.

Me Christian Saint-Palais, avocat d'Amar RAMDANI, prend la défense de sa consœur Me Coutant-Peyre : "Je ne m'associe pas aux demandes d'Isabelle Coutant-Peyre, mais je n'accepte pas que l'on qualifie d'"indécence" et d'"odieuse" la prise de parole de la défense en début d'audience."

"Nous défendrons sans répit les hommes qui sont dans le box", insiste l'avocat.

VIII. Rapport introductif du Président

Le Président donne lecture des deux ordonnances de mise en accusation ayant conduit au renvoi des accusés devant la présente audience.

Noms complets des accusés :

- Ali Riza POLAT (ARP)
- Nezar Mickaël PASTOR ALWATIK (NMPA)
- Willy PREVOST (WP)
- Christophe RAUMEL (CR)
- Amar RAMDANI (AR)
- Saïd MAKHLOUF (SM)
- Mohamed-Amine FARES (MAF)
- Metin KARASULAR (MK)
- Michel CATINO (MC)
- Abdelaziz ABBAD (AA)
- Miguel MARTINEZ (MM)
- Mohamed BELHOUCINE (MoB)
- Hayat BOUMEDDIENE (HB)
- Mehdi BELHOUCINE (MeB)

JOUR 2 – JEUDI 3 SEPTEMBRE 2020

Malgré le devoir de respecter les règles sanitaires, les avocats sont autorisés à retirer leur masque à la barre.

Intervention d'un avocat de la défense

Selon cet avocat, dans cette crise sanitaire, les plus vulnérables sont les accusés.

En aucun cas, il ne faut que les accusés ou leur avocat subissent un risque. Si un seul des avocats est contaminé, le procès est déterminé. Cet avocat demande l'avis d'un médecin.

S'agissant des droits de la défense, le procès ne devrait pas se tenir, l'avocat demande au président de prendre un avis éclairé.

En réponse, le président formule la solution suivante : le respect de la distance de sécurité devrait suffire à limiter au maximum les risques de contamination. D'ailleurs, un avis a été demandé aujourd'hui à l'agence régionale de santé.

L'avocat général prend alors la parole pour indiquer que le ministère public n'a pas été associé à cette discussion sur le respect des règles sanitaires. L'avocat général se dit vouloir respecter l'avis de l'agence régionale de santé.

L'avocat de la défense dénonce par ailleurs que, par intermittence, les échanges entre avocats et accusés sont entendus à cause de la retransmission.

Le Président va en aviser les services techniques.

L'avocat général souhaite verser des pièces au débat, un certain nombre de pièces et notamment six procès-verbaux qui ont été transmis postérieurement à la clôture de l'instruction, entre les frères KOUACHI et leur beau-frère.

En outre, il est question d'un jugement belge de condamnation pour escroquerie et usage de fond d'un véhicule ; d'un document sur Abdelaziz Abbad ; un interrogatoire de Sonia MEJRI datant de mars et juillet 2020 où celle-ci rapporte des preuves de vie de Hayat Boumedienne jusqu'en octobre 2020 comme Mohamed Belhoucine, et désigne Ben Youcef comme étant le commanditaire de l'attentat de l'Hyper cacher.

Pour compléter ces interrogatoires, un réquisitoire supplétif a été délivré dans la procédure des attentats de Janvier 2015 à l'encontre de BEN YUCEF pour association de malfaiteurs criminelle.

D'autres éléments également : des PV de contexte concernant le Yémen ainsi que d'autres éléments de contexte.

Dans le cadre de la procédure des attentats de janvier 2015, figurent aussi les auditions de garde à vue de Peter Cherif et ses interrogatoires.

(...)

Il y aura un deuxième versement de pièces au fond concernant des révélations de Monsieur ALI POLAT au cours de l'été dans le cadre de la procédure JIRS.

La défense demande à être informé des suites de ce versement de pièces concernant les révélations de M. ALI POLAT.

Le Président précise que tout sera transparent et explique que Monsieur ALI POLAT a souhaité être entendu dans le cadre d'un homicide et d'escroquerie, la JIRS a été saisie, les investigations sont en cours.

La défense intervient pour la communication des pièces.

Le président indique qu'ont été communiqués les rapports SPIP (...), et que vont être versés les rapports des quartiers d'évaluation de la radicalisation qui seront évoqués lors des interrogatoires ultérieurs de chacun des accusés.

I. Interrogatoire d'identité et enquête de personnalité d'Abdellaziz ABBAD

A. Interrogatoire d'Abdellaziz ABBAD

● Éléments d'identité

Né le 31 mars 1984 dans les Ardennes à Charleville-Mézières, Abdellaziz ABBAD a grandi jusqu'à ses 9 ans dans une petite commune puis a eu un accident domestique, il a dû rester à l'hôpital jusqu'à 13 ans puis la famille a déménagé à Charleville-Mézières. Il a passé ses années à Charleville-Mézières, puis il est allé à l'école jusqu'au BEP qu'il n'a pas eu.

A. ABBAD a 5 frères, 3 sœurs, c'est le 4^{ème} frère, il s'entend bien avec sa famille et ses parents.

Il n'a plus d'amis en raison de sa première affaire dans les Ardennes. Pas beaucoup de monde a pu témoigner pour lui dans ses affaires.

Il a voulu rentrer vite dans la vie active, il a commencé à fréquenter les mauvaises personnes, A. ABBAD a eu cette période d'hospitalisation, puis est rentré par la suite dans la délinquance, les stupéfiants, qui lui ont valu beaucoup de condamnations. Il est célibataire et n'a pas d'enfants. Aujourd'hui, il se retrouve « embarqué » dans cette histoire en raison de certaines fréquentations. Par rapport à la première affaire où il a été condamné aux assises, cela a engendré de l'émoi dans son quartier. Les gens ne parlent plus avec lui, il a perdu beaucoup d'amis, A. ABBAD est en détention depuis février 2016. Son incarcération s'est passée plutôt correctement jusqu'à ce qu'on l'interpelle pour cette affaire, il a été placé à l'isolement, puis a eu des restrictions à la sortie. A. ABBAD veut répondre aujourd'hui aux questions qu'on va lui poser et se déclare innocent. Il déclare qu'il ne pourrait pas adhérer à ce genre d'idéologie, il a grandi dans une famille musulmane et il n'a jamais été question de tuer les gens au nom d'une religion, il a grandi dans l'idée d'une religion pacifique.

- **Questions du Président**

Abdellaziz ABBAD indique avoir été hospitalisé pendant 4 ans. Il explique avoir été brûlé sur tout le côté droit, par de l'essence, plusieurs de ses organes ont été touchés. Il indique avoir été mis dans le coma pendant une semaine et avoir eu des séquelles psychologiques et physiques de cet accident.

Sur sa scolarité, il a eu beaucoup de problèmes d'absence en 2^{ème} année mais pas de discipline, violence ou autre.

Abdelaziz indique avoir été en couple mais que cette affaire les a séparé.

Sur ses détentions, elles ont en lien avec les stupéfiants, ivresse, ainsi qu'une histoire de bagarre dans son quartier.

Il n'a pas eu d'autre problème de santé à part son grave accident.

Sur ses débuts dans la délinquance, il avait 15-16 ans, ils s'amusaient avec ses amis jusqu'à qu'il ait besoin de plus d'argent. La vente de stupéfiants est apparue comme une solution.

Sur sa vie professionnelle, il a travaillé dans les travaux publics mais il y a eu une coupure à cause d'une incarcération, il était auto-entrepreneur dans le bâtiment puis a été réincarcéré pour une autre affaire de stupéfiants. Quand il est sorti, il a ouvert un garage puis il a été arrêté à nouveau.

Sur ses relations avec sa famille et « le clan » qu'il forme, ABBAD n'aime pas ce terme de clan, il évoque l'affaire d'assassinat dans laquelle il est impliqué et explique que selon lui, le dossier a été instruit par la famille de la victime, et que par conséquent il n'y a pas de bonnes choses qui ressortent du dossier. Il développe en expliquant que la plupart des éléments ont été ramenés par le frère de la victime. Après avec ses frères, il précise qu'ils n'ont jamais été un clan. Parmi eux, il y a un marié avec enfant, un autre vit à Caen, une autre est dans les études. Il a beaucoup d'affinités avec l'un d'entre eux car il n'a qu'un an de plus que lui. Il dit qu'ils ont toujours été ensemble donc sont plus proches mais cela n'empêche pas de s'entendre bien avec les autres. ABBAD insiste toujours sur le fait qu'ils ne sont cependant pas un clan.

Sur cette affaire d'assassinat, la Cour de cassation a rendu sa décision mais il se pourvoit devant la Cour européenne des droits de l'Homme.

Il donne des précisions sur la procédure de cette affaire, il explique qu'il a été condamné, que l'appel a été formé le 10^{ème} jour à 16h20 mais que ce 10^{ème} jour, il sortait du bureau du juge d'instruction dans ce dossier. Il a presque été mis à la porte quand il a dit qu'il avait été acquitté et en sortant du bureau il a appris pour l'appel ; il a ensuite été condamné à 25 ans. Il a toujours dit qu'il était innocent dans cette affaire, il dit qu'il n'y a jamais eu un élément concret qui ait pu lui être reproché, comme la loi le demande. Ce qui lui a été reproché c'est la déclaration d'un coaccusé 10 minutes avant les réquisitions et que c'était donc compliqué de se défendre.

Le Président précise que son casier était déjà bien rempli avant ça, il lit qu'en 2004, il a été condamné pour conduite en état d'ivresse ; destruction de bien, conduite sans permis, stupéfiants, violence avec usage d'une arme, violation de domicile, dégradation, usage de stupéfiants, en Belgique condamnation pour stupéfiants, outrage à personne dépositaire de l'autorité publique, stupéfiants. Le Président demande pour quelle raison il n'a pas voulu coopérer dans ce dossier.

Abdellaziz ABBAD explique que lors de l'avant dernier rendez-vous chez le juge d'instruction, les 2-3 fois, la magistrate a parlé davantage de Charleville-Mézières que du dossier dans lequel il était mis en examen, il explique avoir été frustré car ce dossier a appuyé sa condamnation dans l'affaire d'assassinat, la juge d'instruction avait alors dit qu'ils allaient se pencher sur son CV lors de cet entretien. Il s'est énervé car selon lui cette affaire est plus évoquée que le nouveau dossier pour lequel il est impliqué et devait être interrogé ce jour là. Il s'est alors emporté et a refusé de faire le CV.

B. Audition de l'enquêteur de personnalité : Laure OLIVIER

● Éléments d'identité

69 ans, enquêtrice de personnalité auprès du TGI de Reims. Quand elle a rencontré Abdellaziz ABBAD, il était à la maison d'arrêt de Charleville-Mézières, dans le cadre d'assassinat et tentative d'assassinat. Était âgé de 32 ans et vivait chez ses parents. Concernant sa famille, pas capable de donner des dates de naissance. Son père serait né en Algérie, aurait 69 ans, est algérien et aurait travaillé comme ouvrier à l'usine dans les Ardennes. Sa mère a 10 ans de moins que son père, de nationalité algérienne. De leur union, sont nés 9 enfants, les premiers sont nés en Algérie, ne sait pas quand ils sont arrivés en France. Sur les 9 enfants, Ilyés, 37 ans, Mourad vit chez les parents, a une fille, Rachida qui est mère au foyer et vit aux US. Ensuite Maddy né 14 mois avant Abdellaziz ABBAD, vit en région parisienne, est incarcéré à Reims dans la même affaire que son frère, Sophia, vit à Paris, travaille dans le marketing, Moustafa qui vit chez ses parents, et Mohamed qui fait du droit à Caen et la dernière 22 ans qui vit chez ses parents. A ce moment là, Abdelaziz vit avec Manon Lemoine. Manon vit chez les parents Abbad, elle travaillait en boulangerie. Il a été à l'école primaire puis au collège de Charleville-Mézières, puis il a eu un accident du fait d'une brûlure qu'il l'a handicapé et donc a du faire de la rééducation. Ensuite, il a été au lycée où il a fait des études mais a raté l'examen puis il est entré dans la vie active.

La vie active : il travaille dans différentes sociétés d'intérim, travaille dans les travaux publics et finalement vend du textile puis a été incarcéré. Il reprend son activité en 2013. N'a jamais eu de suivi psychologique. Ses passions sont le tennis et la course à pied.

Sur le ressenti d'Abdelaziz sur la procédure : il monte en tension, n'a rien à voir dans cette affaire selon ses dires, que c'est uniquement dû à son passé, ne veut pas se laisser faire. « Les stupéfiants oui mais de là à tuer quelqu'un non. » il veut reprendre son travail après la prison.

Sur l'entretien de l'enquêtrice avec son amie Manon : elle a 9 ans de moins que lui, vit chez les parents ABBAD, l'a connu à 15 ans puis il a été incarcéré puis elle l'a retrouvé après et se sont mis ensemble. Elle savait que la famille avait mauvaise réputation, sa personnalité l'attirait, c'était un couple fusionnel, quelqu'un de très attentionné décrit-elle, il n'a jamais été violent avec elle, il était très proche d'elle, depuis qu'il est incarcéré, elle le voit 3 fois par mois. Elle dit l'aimer. Elle ne connaît pas ses amis, il l'a tenait à l'écart.

- **Questions des Parties civiles**

Un avocat des parties civiles cite une phrase d'Abdelaziz ABBAD : « Ce dossier a foutu ma vie en l'air », elle demande ce qu'il pense alors des victimes.

Abdellaziz ABBAD répond en parlant des victimes que leur vie a changé après les attentats, qu'elles ont perdu des proches, ce qui est très douloureux et qu'il partage leur souffrance au regard de ces faits. Il pense qu'elles souffrent bien plus parce qu'elles ont perdu un membre de leur famille, ami et ça doit leur faire très mal.

Les conseils des parties civiles poursuivent en évoquant le fait qu'Abdellaziz ABBAD aurait fait l'objet de sanctions disciplinaires suite à la découverte de trois téléphones dans sa cellule en 2019 et un téléphone en 2020, la question est la suivante, comment se fait-il qu'il ait accès à des téléphones alors qu'il est incarcéré pour des faits très graves.

Abdellaziz ABBAD répond qu'il n'a pas de parloirs pour sa famille, donc il s'est procuré un téléphone. Il explique que les 3 téléphones qu'il avait et les deux autres étaient des carcasses, des pièces détachées qui ne marchaient pas. En 2020 aussi, pareil il n'avait pas de parloirs pour parler à ses parents âgés et avait peur de ne pas les revoir avec sa condamnation.

Une avocate des parties civiles reprend une cote du dossier expliquant qu'il est décrit comme quelqu'un de haineux. La défense prend la parole expliquant que c'est du fond et que cela ne rentre pas dans les éléments de personnalité. L'avocate de la partie civile souhaiterait poser des questions sur la religion mais il lui est répondu que cela concerne le fond du dossier qui sera évoqué plus tard.

- **Questions des avocats généraux**

L'avocat général demande à Abdelaziz ABBAD quel est son surnom, il répond « Aziz ». Il lui est ensuite demandé de décrire sa cité, A. ABBAD décrit une vie très normale, sans violence particulière, que c'est un quartier normal. S'agissant de ses frères incarcérés évoqués par l'avocat général, A. ABBAD répond qu'il n'a pas envie de parler d'eux, précise qu'il souhaite répondre à des questions sur lui et non sur ses frères.

L'avocat général pose ensuite des questions sur l'affaire dans laquelle A. ABBAD a été condamné à 20 ans, précisant que son frère a aussi été condamné pour complicité par provocation. A. ABBAD répond que les jurés ont répondu non coupable à la feuille de questions. L'avocat général demande s'il y avait une guerre de territoire entre deux familles dont la sienne. A. ABBAD dit qu'il est là pour une

affaire de terrorisme et que les victimes attendent des réponses sur ce sujet et non sur ses autres affaires.

- **Questions de la Défense**

La Défense de A. ABBAD évoque l'accident où ce dernier a passé 4 ans hospitalisé. A.ABBAD explique qu'il a dû faire de la rééducation pour réutiliser ses membres. La défense évoque la grossesse de sa copine de l'époque et qu'A. ABBAD aurait dit qu'il ne pourrait assumer son rôle de père au regard de ce qui se profilait dans le dossier. Il explique qu'il se doutait qu'il allait être incarcéré, qu'il ne voulait pas avoir un enfant sans être présent du début à la fin.

La Défense demande quelles sont les conséquences et différences d'une détention de droit commun de celle pour terrorisme. Abdellaziz ABBAD répond que l'on parle qu'avec des surveillants. Il explique que lorsqu'il a réintégré la détention classique, il n'avait que la promenade commune avec les autres mais que le reste n'est pas pareil. Les déplacements en établissement sont très encadrés, et psychologiquement, c'est compliqué. A. ABBAD explique que des détenus qui marchaient avec lui dans la promenade ont été informés de faire attention à lui car il était soupçonné d'être radicalisé et terroriste.

II. Interrogatoire d'identité et enquête de personnalité de Michel CATINO

A. Interrogatoire d'identité de Michel CATINO

Michel CATINO est né le 15 septembre 1952, ses parents sont italiens, il s'est marié, a fait des études de mécanique, a travaillé (...). A ouvert un café à son nom pendant 6 mois puis a eu 3 enfants. En 1985, il a eu un autre café, puis il y a eu une descente de police car il y a eu un braquage dans ce café cette année là. Mais quand les flics sont arrivés, il y avait des gens dans son café qui jouaient. Le café a donc été fermé et CATINO a été condamné à une très grosse somme par la justice belge. Il a été agressé en 1997, ce qui lui a valu un mois d'hôpital ; il ne savait plus marcher, ni parler, il en a toujours des séquelles. (...)

- **Questions du Président**

Michel CATINO explique regretter ce qui est arrivé aux parties civiles car en 2006 la police lui a annoncé le décès de son fils mort en France, il sait ce que ça fait de perdre un proche.

Michel CATINO dit avoir toujours habité en Belgique, que son enfance a été heureuse, il a un diplôme de mécanicien, mais est surtout un joueur de poker. Il pratiquait souvent clandestinement.

Sur son addiction au jeu, il explique que ça fait trois ans qu'il est en détention et qu'il s'est rendu compte que le jeu n'était pas bien.

Sur l'ouverture de son café, il dit que ça lui permettait de gagner de l'argent plus facilement. Il explique que tout allait bien jusqu'en 1987, c'est à dire jusqu'à ce que la police ferme son café et que le fisc belge le condamne.

Le café était en fait plus un habillage, il lui permettait d'organiser des jeux, il fallait qu'il ait une activité pour cela.

Sur son passage en prison en raison de l'implication de son véhicule dans un braquage, il explique qu'il avait prêté sa voiture à un ami qui a fait un braquage avec, il a alors fait un mois de détention mais comme il n'avait rien fait, il a été relâché.

Sur ses liens avec KARASULAR, CATINO explique que lui avait son café, et KARASULAR une boulangerie, il allait chercher le pain la bas et lui venait au café chez lui. Ils sont amis depuis 30-35 ans. Il explique avoir eu un petit travail au noir pour KARASULAR.

Sur le plan familial, il est marié, s'est séparé en 2004-2005 ; il avait trois garçons, un est décédé dans des circonstances particulières, près de Chambéry, il a chuté dans un ravin.

Michel CATINO explique ne pas savoir pourquoi il est mort. Il ne comprend pas pourquoi son fils s'est retrouvé à 1200 km de chez lui et est décédé comme ça sans papier sur lui, papiers qui n'ont d'ailleurs jamais été retrouvés. L'affaire a été classée sans réponse.

Le Président explique que CATINO a été examiné pour le procès par un expert qui a diligenté une expertise qui dit que son état de santé montre des problèmes de diabète et aux jambes. Il a été indiqué que son état est compatible avec sa présence au procès.

Un assesseur évoque ses condamnations en Belgique, il n'a pas de condamnation en France. Il aurait également fait un séjour en prison en Allemagne pendant 18 mois pour trafic de stupéfiants. CATINO explique qu'il avait des problèmes d'argent, et qu'il a fait connaissance de quelqu'un aux Pays Bas qui lui a proposé de transporter 10 kilos de cannabis jusqu'en Allemagne.

B. Audition de Monsieur Gwenenay CATINO, fils de Michel CATINO

• Questions du Président

Gwenenay CATINO a 31 ans. Il décrit son père comme quelqu'un de serviable, qui a toujours bien assuré son rôle de père, a été un bon père. Il explique avoir perdu un frère. Son père a travaillé avec lui car avant ça il avait été agressé.

Sur le café de son père, il était trop petit. Ses parents se sont séparés en 2001.

Son gros défaut, c'était le jeu. Le président demande si ça a été un problème et si ça a été la cause de la séparation des parents. Il répond que le jeu a posé des problèmes.

Le président demande s'il aurait été capable de se mettre sur la paille pour satisfaire la passion du jeu, le fils répond qu'il savait s'arrêter.

Il explique que c'est surtout son père qui s'est occupé de lui, qu'il a été très présent au moment de la séparation avec sa mère.

Lecture de déclarations par le Président.

Il n'a jamais vraiment connu son père avec une activité professionnelle.

Sur le travail de Gwenenay CATINO, il travaille dans la mécanique de voiture, il a une société. Activité déclarée aujourd'hui. Son père l'aidait dans tout ça.

Sur les ressources de son père, il l'aidait financièrement quand nécessaire mais a toujours eu ce problème de jeu jusqu'au moment de son incarcération.

Sur la nature des jeux, c'était surtout les casinos.

Son ami KARASULAR : il explique que c'était un ami de la région qui avait un garage aussi.

Sur la santé fragile de son père : il parle de l'accident et en plus les problèmes de diabète.

Sur ses loisirs : a part le jeu, rien de particulier.

Sur son incarcération en Allemagne : pour des histoires de stupéfiants mais ce n'est pas un consommateur pour autant. Ne sait pas comment son père s'est retrouvé là dedans.

Par rapport à leur famille, trois ans qu'il est incarcéré, sa fille grandit sans son grand père. Très difficile pour la famille, ce qui lui est reproché ce n'est pas possible, il a 68 ans, il a déjà perdu un fils dit-il.

Il écrit régulièrement à son père.

- **Questions des Parties civiles.**

Pas de question.

- **Questions de la Défense.**

Pas de question.

Le président l'informe que c'est possible qu'il soit recontacté pour revenir témoigner sur les faits reprochés à son père.

Fin de l'audition.

C. Audition de Madame Nadège, belle fille de Michel CATINO.

Vit à Charleroi, compagne de Gweneway, belle fille de CATINO.

Sur sa personnalité, c'est comme un deuxième père pour elle, 8 ans qu'elle est avec son fils, il est le grand père de ses enfants, n'a plus son papa depuis trois ans pour rien selon elle, n'a jamais eu de problème avec lui, il vivait chez eux en permanence.

Michel CATINO a élevé ses deux filles d'un précédent mariage. Les jeux, c'était son seul défaut, ce n'est pas un homme méchant décrit-elle, c'est même quelqu'un de trop gentil poursuit-elle.

Sur le jeu, ça ne posait pas de problème selon la compagne de Gweneway. Le président demande des précisions. Elle répond qu'il n'avait pas d'argent. N'en sait pas plus.

Elle finit en disant que c'est quelqu'un de bien et qu'elle espère qu'il sortira vite.

Pas de question des parties civiles, de la défense et des avocats généraux.

III. Interrogatoire d'identité et enquête de personnalité de Métin KARASULAR.

A. Interrogatoire d'identité de Métin KARASULAR.

Né en Belgique. Attaché à la Belgique, marié là bas, avec enfants. A des frères et sœurs qui vivent aussi là-bas.

Sur ses études : a été jusqu'en 3^{ème}, a arrêté l'école et a travaillé dans une boulangerie pendant 20 ans, a eu des problèmes de santé, son médecin a dit qu'il fumait trop. Mais il n'a pas compris car il ne fumait pas donc apparemment c'était à cause de la farine. Il allait beaucoup dans les cafés.

Il a toujours voulu travailler que pour lui, sa copine avait un café.

Il a 5 enfants avec sa femme, et a un garçon avec sa copine. Sa fille doit avoir 3 ans aujourd'hui.

Ca fait 4 ans qu'il n'a pas vu ses enfants, ils lui écrivent. Il échange des paquets de cigarettes pour appeler de temps en temps ses enfants.

Il évoque les conditions en prison et explique que les prisons françaises ne sont pas comme en Belgique, « c'est la jungle » dit-il.

Parmi ses enfants : il a une fille qui est infirmière. La troisième est très intelligente dit-il, elle va devenir comptable, le 4^{ème} est en première, et son fils a 14 ans.

La mère de ses 5 enfants, il ne s'en est pas séparé. Quand il a été arrêté, il était chez lui avec ses enfants.

Il a une nouvelle copine qui tient le café. Mais est toujours avec sa famille aussi.

Il a un casier judiciaire en Belgique avec un certain nombre de condamnations.

Sur son parcours en Belgique et ses condamnations (13) : il ne sait pas quoi dire.

L'assesseur demande pour quel type d'affaire, il dit que c'est pour les salles de jeux surtout.

Sur le roulage et la signification de ce terme : c'est relatif à un excès de vitesse etc tout ce qui est lié à la voiture ; défaut d'assurance ; défaut de contrôle technique. 6^{ème} mention : 8 septembre 2004 du Tribunal correctionnel de Charleroi le condamne pour détention de stupéfiants et détention et stockage d'armes de défense. Ce sont des faits de janvier 2001 à janvier 2002, que dire là dessus demande le Président. Il répond qu'il se rappelle de vente de briquet, et d'arme similaire à un briquet.

Il est noté suspension de trois ans et confiscation. Le magistrat ne sait pas ce que cela signifie précisément. Puis affaire n°8, de nouvelles condamnations pour stupéfiants sur les années 2007 à 2008, condamnation à un an d'emprisonnement partiellement assorti de sursis.

Il répond ne pas s'en souvenir.

Chronologiquement, en novembre 2009, il y a une condamnation pour diverses infractions sur des faits qui datent de septembre 2005, notamment de détention et stockage d'armes à feu.

KARASULAR explique avoir acheté une société en 2004 où il y a eu des escroqueries au sein de celle-ci, la police des douanes est venue et lui a présenté des photos avec son nom à lui mais ce n'était pas lui sur les photos, c'était donc des faux papiers d'identité. La police lui a alors dit de trouver ces personnes car sinon tout était à son nom, surtout que c'était l'administrateur de la société. Il a finalement trouvé ces gens qui l'ont menacé, et en a informé la police.

Le magistrat demande s'il a donc été victime de ces gens là ; Il répond que la police lui a demandé de trouver ces gens, ce qu'il a fait, il les a attrapé et les a ligoté, il a appelé la police qui les a ensuite arrêté. Mais l'arme qu'il avait ce jour là, il précise que ce n'était pas la sienne, mais celle qu'il avait prise sur place sur les gens.

Sur son incarcération dans ce dossier, il l'est depuis le 2 juin 2017. Sur le déroulement de cette incarcération, il constate de très bonnes conditions d'incarcération en Belgique par rapport à la France ou c'est beaucoup plus difficile.

Il estime que la mentalité n'est pas pareil qu'en Belgique. Ici, il déclare qu'ils sont pris pour des prisonniers de guerre « comme s'ils avaient été avec Hitler. »

Il n'a cependant pas de problème en prison. Le magistrat relève quand même une détention de téléphone et de possession de cannabis aussi. KARASULAR explique que c'est un détenu qui en a mis dans une de ses cigarettes pour lui faire plaisir mais que lui n'en fume pas.

Sur le service pénitentiaire d'insertion et de probation : KARASULAR ne l'a pas sollicité pour préparer un retour à la vie, il ne fait pas d'activité, donc n'est pas dans une dynamique positive, mais il dit cependant avoir un travail qui consiste au contrôle des gens à l'atelier. Il précise ne rater aucun jour de travail.

Il est dit qu'il est discret dans le rapport et ne sollicite pas le personnel. Il dit n'avoir aucun problème avec personne et respecte tout le monde.

Il dit n'avoir jamais été puni, ni mis au mitard. La seule fois où il y a eu un rapport, c'est quand il a été forcé de prendre un téléphone car 20 détenus l'en ont forcé, mais ce téléphone n'avait pas de batterie, ni puce, ni chargeur etc

Il a été sanctionné par la commission de discipline le 5 septembre 2018 à la prison de Longuenès relève le magistrat : KARASULAR dit ne pas s'en souvenir. C'était lié à la découverte de résine de cannabis sur sa table de nuit, il a en effet eu de la cellule disciplinaire pour cela. Il dit se souvenir de ça mais dit ne pas avoir été sanctionné.

Il a fait des demandes de mise en liberté en janvier et mars 2018 qui ont été rejetées. C'est son avocat qui lui disait de le faire, mais il a changé d'avocat car n'arrivait pas à voir ses enfants, il dit ne pas comprendre pourquoi alors que la France est un pays des Droits de l'homme.

Il termine en disant que la Belgique est son pays.

- **Questions des Parties civiles**

Un avocat de partie civile interroge sur sa situation irrégulière en Belgique. KARASULAR répond que ce n'est pas vrai, mais que son identité a été volée et que c'est dans ce contexte qu'il a suivi les conseils de la police.

Interrogé à nouveau sur sa situation personnelle, il répond avoir une femme et une copine.

Sur le nombre de cafés qu'il a détenus, il en détiendrait 10 selon les informations de l'avocat de la partie civile ce que KARASULAR conteste déclarant qu'il n'en n'a pas autant.

- **Question des avocats généraux**

L'avocat général demande s'il est davantage connu pour les jeux que pour les garages, ce à quoi KARASULAR répond positivement, cependant l'avocat général dit qu'au regard des éléments dont il a eu connaissance, KARASULAR aurait beaucoup travaillé dans les garages.

KARASULAR répond qu'il en a eu un qu'il a géré et qu'il a récupéré mais qu'il ne s'y connaît pas.

Il précise qu'il a eu ce garage mais que ce n'est pas du tout son domaine.

(...)

- **Question de la Défense**

Avocat de la défense :

L'avocat de la défense demande la convocation d'un témoin : Sophia IACOV, celle qui avait un café dans lequel il travaillait.

Avocat de la défense de Métin KARASULAR :

Il demande à son client de préciser un point résidant sur la notion de suspension du prononcé d'une condamnation sur un jugement prononcé en 2004, il lui a été accordé la suspension de la condamnation. Le tribunal a décidé de la mettre en suspend.

Avocat de la défense :

Sur la condamnation qu'il a eu, 2750 euros d'amende, vu le montant peu élevé significatif de l'infraction, c'est que celle n'a pas du être colossale constate l'avocat.

B. Audition d'Ayten KARASULAR, femme de Métin KARASULAR, accompagnée d'un interprète.

L'interprète prête serment. Ce dernier va traduire les propos de la femme de KARASULAR, Madame Ayten KARASULAR.

Madame KARASULAR habite en Belgique.

Elle décrit un bon père de famille et un bon époux, quelqu'un qui s'entend bien avec tout le monde.

Elle évoque la situation professionnelle de Monsieur KARASULAR.

Sur la situation actuelle du couple : le magistrat évoque une séparation. Madame KARASULAR dit qu'ils sont toujours ensemble et le considère comme son époux. Même s'ils ont eu des domiciles différents, elle explique que jusqu'en 2005 ça allait mais qu'elle a découvert qu'il avait un enfant avec une autre. Mais aujourd'hui, ce n'est plus d'actualité.

(....)

- **Questions des Parties civiles :**

Depuis 2014, elle aurait dit que son mari n'avait pas de situation régulière en Belgique. Madame KARASINLUAR répond qu'il devait renouveler sa carte de séjour mais ne l'a pas fait donc est en situation irrégulière.

(...)

- **Questions des avocats généraux**

Sur la consommation de stupéfiants de KARASULAR : sa femme répond que ce n'est pas un consommateur pourtant l'avocat général relève des déclarations qui disent le contraire. Madame KARASULAR n'a jamais vu son mari consommait chez elle surtout qu'il y a les enfants.

- **Questions de la Défense :**

Sur la durée de son séjour à Paris : elle repart ce soir. Mais cependant elle doit être réentendue.

Elle est kurde, née en Turquie où elle était maitresse d'école. Depuis qu'elle est en Belgique, elle a travaillé dans une maison de retraite et un restaurant.

La Cour lui demande de rester à disposition pour être réentendue sur les faits.

(...)

Suspension d'audience

Reprise d'audience 16:05 ➔ Nouvelle constitution de partie civile d'une association antiracisme.

Intervention de l'avocat de Monsieur CATINO sur des nouvelles pièces versées au dossier.

IV. Interrogatoire d'identité et enquête de personnalité de Mohamed FARES

A. Audition de l'enquêteur de personnalité : Mehdi ZOUIOUECHE.

31 ANS, vit à Lille, prête serment.

Sur le déroulement de l'entretien réalisé en septembre 2018, le concours de Mohamed FARES a été partiel. En effet, Mohamed FARES s'est montré peu coopératif, il a répondu de manière superficielle et simpliste, et a finalement quitté l'entretien en plein milieu.

Sur l'entourage familiale : sa mère n'a pas donné suite non plus à cet entretien.

Donc les informations viennent de quelques témoignages (de son père et ses sœurs), puis sur d'autres rapports d'avant.

Fares est né en 1989, le couple parental est séparé depuis début 1990. De cette union, il est l'avant dernier d'une fratrie de 9 enfants, sont tous globalement en Ile de France. Puis des demis frères et sœurs.

Au moment de l'entretien, il était célibataire, il a eu une fille d'une relation. Avant il était hébergé chez son frère cadet.

Sur le plan professionnel, il est sans emploi depuis 2015.

Sur son enfance : il est le 8^{ème} enfant sur 9, ils vivent en Seine Saint Denis. Pendant son enfance, il y a eu un éclatement de la cellule familiale avec la mère qui quitte le domicile familial, mais pour FARES ce n'est pas traumatisant. Il ne développe pas sur ce sujet, il dit avoir grandi avec.

Quand sa mère est partie, elle a pris le petit dernier avec elle, ils sont partis à Lille. Il pense qu'elle avait une double personnalité, le père a conservé la garde de ses enfants, et en 1997 sa femme a récupéré la garde. Donc M.FARES a 7-8 ans, il s'installe à Lille chez sa mère dans un appartement F4 avec ses frères et sœurs. FARES conserve des souvenirs plutôt positifs jusqu'à 15 ans où il est tombé dans la délinquance.

Avant, il considère avoir grandi dans des conditions d'existence convenables, son père n'a jamais pu contribuer à l'entretien des enfants car sa femme ne voulait pas qu'il les voit. FARES se décrit comme un enfant qui était plutôt obéissant.

Sur les relations père-fils : FARES n'en parle pas trop, il dit que son père est quelqu'un de droit et bien.

Pas de conflit sur la garde des enfants mais la sœur ne dit pas tout à fait ça, elle explique que la mère aurait rompu des liens à un moment donné et que la fratrie aurait été scindée en deux.

Sur l'éducation qu'il a reçu : il y a un juste milieu entre ses deux parents.

Son père souligne l'éducation permissive de son ex épouse après le divorce qui a conduit à la dérive des deux derniers qui étaient livrés à eux même.

FARES reconnaît avoir commis des actes de délinquance.

Sur l'éducation religieuse : son père est d'origine tunisienne, mais n'a pas reçu d'éducation religieuse, sa mère a laissé le choix des opinions.

Donc enfance plutôt heureuse en dépit de la séparation parentale, rien d'autre de traumatisant.

Concernant son parcours scolaire, il l'a fait dans des établissements publics, en primaire, était un bon élève, puis en secondaire, au collège il reste jusqu'en 3^{ème}, c'était un bon élève qui était cependant très bavard, pas concentré, dont les résultats étaient moyens sur les bulletins et en 4^{ème} il a eu de gros problèmes de discipline.

Il obtient cependant le brevet des collèges. Il tente de préparer ensuite un BEP en vente, mais ne l'intéresse finalement pas. Désintéressé par les études, il quitte le système scolaire en 2007 sans diplôme ni qualification. Il s'installe chez sa mère à Lille, il n'a pas d'activité légale à ce moment là.

Sur le plan professionnel : il n'a pas de débouché ; puis a lieu sa première incarcération, il est ensuite placé sous contrôle judiciaire et travaille chez son père.

Son père dit qu'il a essayé à ce moment là de le réinsérer et de l'éloigner du quartier criminel dans lequel il était mais cela ne marche pas. Il quitte finalement le domicile maternel avant de se mettre en ménage avec la mère de sa fille.

Sur son parcours professionnel : il a eu trois activités salariées de quelques mois dans la société de son père.

Après il a été inactif sur le plan professionnel. (...)

Depuis 2016, il était hébergé chez son frère. (...)

Sur son rapport à la religion : il a découvert l'islam tardivement car n'a rien reçu dans son enfance, son père confirme qu'ils n'ont pas été élevés dans la religion.

La sœur confirme qu'il n'y a pas eu d'éducation religieuse et dit que son frère n'a jamais manifesté quelque intérêt envers la religion.

Il dit n'être rattaché à aucun courant religieux, son père dit n'avoir observé aucun changement.

Sur sa position sur les derniers attentats et du djihad armé : il a un désintérêt pour cette cause.
Sur le plan financier : il n'a aucune ressource personnelle, ni aucune charge.

Sa situation sentimentale : il n'en parle pas beaucoup, ne parle que de la mère de sa fille. Ils ont partagé une vie commune pendant 2-3 ans puis se sont séparés pour infidélité. Il a beaucoup souffert de ne plus voir sa fille, la seule chose importante dans sa vie.

Sur le plan médicale : il n'y a rien à dire.

Sur le plan judiciaire : sa seule occupation en détention est le sport.

Il a fait l'objet d'un placement sous contrôle judiciaire aussi mais ne respectait pas ses convocations et ses obligations.

Son entourage et son père en particulier le décrivent comme doux, gentil et perdu.

Sa sœur dit de lui qu'il est gentil, pudique, mystérieux et introverti.

(...)

Pas de questions des parties civiles et de la défense.

- **Question de l'avocat général**

L'avocat général demande combien de temps FARES a été sous contrôle judiciaire, l'enquêteur répond 4 ans. (...)

B. Interrogatoire d'identité de Mohamed FARES

Mohamed FARES a 31 ans, il a 9 frères et sœurs, ses parents se sont séparés quand il était jeune puis est parti vivre avec sa mère et son frère, ensuite sa mère s'est remariée avec un homme avec qui elle a eu trois enfants.

L'enquêteur a dit qu'il avait interrompu l'entretien car ça le « soulait », c'était aussi ce qu'il avait dit à la juge d'instruction. Il répond à cela qu'il est timide, qu'il n'aime pas qu'on parle de lui, qu'il était mal à l'aise, il a fait au mieux.

Sur sa vie professionnelle : il n'a pas tellement travaillé, vivait de son trafic de stupéfiants dans le nord et quand il a travaillé, c'était avec son père.

Le trafic de stupéfiants a commencé quand il avait 16-17 ans.

Sa première incarcération date de juin 2011.

(...)

Il avait 25 ans au moment des faits qui lui sont reprochés. Il est incarcéré dans cette procédure depuis le 23 mars 2018.

Sur sa détention : il a été incarcéré en mars 2016 pour des trafics de stupéfiants, deux fois 3 ans pour des faits de 2011 et 2016. Il a fait 7 mois de maison d'arrêt, sans travail, puis il est allé au centre de détention, il a essayé de travailler, a fait une formation en vidéo qui ne lui a pas plu et a ensuite passé son brevet de secourisme, puis a fait une formation en bâtiment mais il y a eu un incident donc n'a pu continuer et depuis la dernière année, il est à l'école.

Dans le rapport de détention, il y a 12 rapports d'enquête au niveau des procédures disciplinaires de 2018 à 2019.

(...)

Il est dit de lui qu'il est discret, qu'il connaît bien la détention, qu'il y a beaucoup de codétenus qui travaillent pour lui en détention.

Il dit ne pas savoir ce que ça veut dire.

Il n'a formulé aucune demande auprès des services pénitentiaires d'insertion et de probation, il a une place centrale auprès de ses codétenus. Le magistrat demande ce que ça signifie, il dit n'en avoir aucune idée.

Sur le « régime respect » : FARES explique que c'est dans toutes les prisons, cela correspond à avoir une bonne hygiène de vie, avoir ce régime veut dire être un détenu modèle, ça apporte la possibilité d'avoir la porte ouverte par exemple.

- **Questions des avocats généraux**

L'avocat général relève peu d'activités professionnelles donc s'interroge si les seuls revenus de FARES sont liés aux trafics de stupéfiants, ou s'il y avait des travaux au noir. FARES répond qu'il n'y avait pas de travail au noir.

Sur la qualité de vie de l'époque avec ces revenus, FARES répond que c'était bien.

Les produits sur lesquels le trafic portait étaient surtout de la cocaïne et de l'héroïne.

Il répond avoir travaillé seul sur ces trafics.

- **Questions de la défense**

Sur l'état d'esprit qu'il avait quand l'enquêteur est intervenu pour son enquête de personnalité, il dit avoir été mal à l'aise et ne pas avoir eu envie de parler avec lui.

Il dit avoir été dans le même état d'esprit lorsqu'il s'est retrouvé devant le juge d'instruction.

Sur les autres enquêtes de personnalité qu'il a déjà pu connaître, ça n'était pas arrivé, il avait eu une enquête où ça s'était très bien passé avant.

L'enquêteur de personnalité n'aurait pas donné de bonnes informations sur son enfance.

Sur la séparation de ses parents et de la manière dont il l'a vécu, il dit ne pas l'avoir mal vécu.

Sur le fait qu'il s'est considéré comme SDF à un moment donné : il n'a cependant jamais dormi dans la rue, il dormait chez les gens. Il a commencé à se fixer dans un domicile précis un an ou deux avant d'avoir sa fille.

La défense évoque les examens obtenus par Monsieur FARES.

V. Interrogatoire d'identité et enquête de personnalité de Said MAKLOUF

A. Interrogatoire d'identité de Said MAKLOUF.

Né en 1989 à Paris, il est le dernier d'une fratrie, il a connu une bonne entente familiale ainsi qu'une enfance simple et conviviale. Il explique avoir reçu une bonne éducation et qu'il n'a manqué de rien. Les moments dont il se souvient, ce sont des moments heureux en famille.

L'école ce n'était pas pour lui, il devait faire un CAP plomberie mais n'a pas eu d'entreprise pour aller au bout de ce projet. A 17 ans, il a arrêté l'école et a travaillé derrière, il a été animateur en mairie puis a enchaîné plein de petits jobs comme livreur etc il n'avait pas trouvé de stabilité encore dans le travail. A 19 ans, il est donc parti au Canada pour trouver un travail mais il voulait reprendre les études mais n'a pas eu le visa pour, il est alors revenu à Paris, le Canada avait été un échec. Il est finalement devenu ambulancier, ça lui plaisait d'aider les personnes.

Après ambulancier, il a été interpellé dans ce dossier. C'est sa première interpellation, ça a été très compliqué, il supporte mal qu'on veuille lui coller une image de terroriste. Il n'a jamais été radical, il n'a pas cette idéologie, les fouilles l'ont cassé et ont été nombreuses. Il avait refusé de parler à l'enquêtrice de personnalité lorsque celle-ci était venue. Il explique qu'à ce moment là, il perdait pied et ne voulait parler à personne.

En cellule, pour passer le temps, il fait de la cuisine, écoute de la musique ; il faisait des top chef entre détenus, aujourd'hui il cuisine avec le matériel qu'il a en détention, il réfléchit à faire un CAP cuisine.

Ses frères et sœurs ont de bonne situation. Il a un frère qui est ingénieur en informatique et une sœur qui est aussi ingénieure en informatique.

Lui a eu plus de difficultés, il explique cela par des difficultés de compréhension, de lecture de texte, il était suivi par un orthophoniste.

Sur son BEP : il a eu du mal à trouver sa voie. Il est plus manuel donc il a décidé de faire un CAP plomberie mais n'a pas trouvé l'entreprise et après il a du faire un BEP vente mais il n'a pas aimé.

Toute sa famille habitait Gentilly. Il a fait de l'accueil dans des écoles primaires avec la Mairie et pendant les vacances scolaires, il faisait animateur. Puis ensuite il a livré du pain. C'était un travail rémunéré qui a duré deux mois.

Il a ensuite passé sa formation d'ambulancier, les circonstances de cet intérêt à ce domaine professionnel était qu'il lui fallait un travail stable.

(...)

Il était donc ambulancier la journée, il explique que la journée cela correspond davantage à du taxi et peu de dialogue donc c'était assez ennuyant, c'est pour ça qu'il a voulu travailler de nuit, il trouvait cela plus intéressant. Son employeur était un Monsieur FARES, en lien avec le FARES accusé dans ce procès.

(...)

Lors de son interpellation, il exerçait toujours. Il a commencé à 22 ans et a arrêté à 25 ans avec l'interpellation. Son salaire s'élevait à 1800 euros.

Sur le plan personnel : il n'a pas de relation sentimentale importante. Il ne comptait pas à l'époque s'installer avec une femme mais en voyait.

Il habitait seul. Il voyait toujours sa mère. Son père était ouvrier et sa mère femme de ménage.

Il a eu 4 condamnations : en 2009, une condamnation pour violence commise en réunion, puis conduite sans permis.

Sur la condamnation de violence, il explique avoir voulu calmer une bagarre entre amis. Il s'est alors pris un coup.

Sur sa condamnation pour vol : il roulait en moto volée.

Sur le suivi SPIP : il n'allait pas voir les SPIP, il a refusé de voir un conseiller pénitentiaire à partir de 2017.

Sur sa condamnation avec travail d'intérêt général : il ne l'a pas effectué car n'a pas été mise à exécution.

Sur sa détention : il a été incarcéré en mars 2015, les rapports de détention disent que son comportement est correct. Depuis la fin de l'année 2019, il semblait animé par un sentiment de persécution. (...)

Il a mal vécu sa détention car dit avoir été traité comme un terroriste, mais il serait plutôt mis coté grand banditisme. Il ne trouve pas ça tellement plus valorisant.

En promenade, il se mélange à tout le monde, il parle à tout le monde, qu'importe l'infraction. Il n'est pas fasciné par le grand banditisme.

Sur les procédures disciplinaires : en juin 2018, il en a fait l'objet d'une pour insultes à personnel d'administration pénitentiaire (...)

Sur sa consommation pour stupéfiants : c'est un gros fumeur de cannabis. Il dit ne pas avoir fumé quand il conduisait l'ambulance, il ne fumait jamais avant ou pendant le travail. Il a fumé après le décès de son père.

Sur l'enquête de personnalité : il ne coopérait pas.

Il a refusé l'expertise psychiatrique dans un premier temps, il explique cela qu'en 2017, il a psychologiquement craqué car était à l'isolement. Tout s'est accumulé, il en avait marre. Après, ça allait mieux mais quand il a vu qu'on disait qu'il était l'ami de Coulibaly, il dit que c'était faux, à la suite de ça, il y a eu une expertise à charge.

Sur les visites : il a eu 18 permis de visite. Il y a eu cependant une suspension de trois d'entre eux. Il recevait des virements bancaires tous les mois de la part de sa mère.

Sur sa passion pour la cuisine : il veut faire une formation en boulangerie mais n'a pas le droit aux activités en prison. Donc il fait la cuisine tout seul. Les surveillants le connaissent donc acceptent de faire passer des repas, il se les confectionne tout seul et en fait pour les autres.

Un assesseur évoque une procédure où il a déposé plainte contre quelqu'un, il explique qu'il a voulu un jour revenir pour régler un différent avec une personne et qu'il avait été victime de violence car la personne avait un couteau. Cette personne et sa compagne ont été entendues. Elle présente ça de manière différente, elle dit des choses qui font tache car elle évoque que ce différent serait né de relations compliquées de voisinage du fait de son activité.

Cette femme explique avoir été interpellée par un homme qui l'a averti que son concubin avait mis un coup de couteau à l'un des leurs, ils lui ont alors dit qu'il la planteraient et qu'il fallait qu'elle parte. Le concubin de cette dernière aurait traité MAKLOUF de « fils de pute ». C'est alors parti en bagarre (...) cela serait parti de trafics de stupéfiants qui ont lieu dans le hall dont MAKLOUF serait le responsable.

Sur le trafic de stupéfiants, il ne nie pas, mais il n'est pas venu chargé le conjoint de cette femme, il rentrait chez lui, il était à côté, il lui a demandé pourquoi il l'avait traité de « fils de pute » et l'homme a sorti son couteau et l'a planté dans sa jambe.

- **Questions des avocats généraux**

Un avocat général demande si le beau frère de Mohamed FARES est un bon ami de Saïd, il répond que oui.

- **Questions des Parties civiles**

Un avocat des parties civiles interroge Saïd MAKLOUF sur ses revenus afin de savoir s'il y avait d'autres revenus occultes que les stupéfiants.

MAKLOUF répond qu'il y avait des escroqueries en matière de voiture aussi.

- **Questions de la Défense**

Pendant la crise sanitaire, Saïd MAKLOUF aurait participé à deux consultations, la question est qu'impliquaient ces consultations ? Il répond que c'est le chef de détention qui lui a dit qu'il était convoqué chez la directrice. On lui a demandé de faire des rapports sur les détenus et vice versa pour que tout se passe bien pendant cette période de covid-19. Ce qui signifie qu'il était une sorte de délégué et un intermédiaire entre l'administration et les détenus. Ça a été important pour lui car il a beaucoup souffert en raison de son statut de terroriste donc il était content qu'on lui fasse confiance.

Sur son travail au sein de la société d'ambulance à Paris, c'est le beau frère de Mohamed FARES qui lui a parlé de ce job dans l'entreprise de son père.

Sur les trois permis de visite suspendus : ça peut arriver quand a lieu une commission rogatoire ou quelque chose comme ça car sinon le moindre incident aurait été signalé.

B. Audition de l'enquêteur de personnalité : Pamela RWAMUHUNGA

En août 2017, cette enquêtrice est allée à Fleury Mérogis, elle a essayé d'expliquer l'intérêt de l'enquête mais il a refusé de prendre part. Lasse des procédures judiciaires, il n'avait pas envie d'évoquer son parcours avec elle. Donc le rapport est fait des témoignages de sa mère, sa sœur et de ses amis d'enfance.

Il a grandi dans un appartement dans une cité familiale et globalement calme. Comme c'est le dernier, il a eu une attention particulière. Il est sociable. La sœur a expliqué que pour les parents, il est important que les enfants s'intègrent dans la société française ;

Il a eu une petite crise d'adolescence où il a commencé à fumer puis à commettre des actes de petites délinquances avec des amis.

Sur sa scolarité, il s'est désintéressé de ses études, a eu de mauvaises notes, et n'a pas eu le BEPC. Il s'est ensuite orienté vers un BEP vente, ce qui ne l'intéressait pas non plus. Il voulait s'orienter vers la mécanique ; il s'est inscrit dans ce BEP vente mais son manque de motivation a engendré un manque d'implication. Ses notes n'étaient pas bonnes, il a fait également preuve d'absentéisme. Il a abandonné ses études en 2007 sans diplôme et est entré dans la vie professionnelle.

Ses proches soulignent que le fait de travailler dans une société d'ambulance l'a beaucoup intéressé.

Une amie d'enfance explique qu'il s'y intéressait réellement. Il a évoqué la possibilité d'une reconversion professionnelle dans la restauration.

Il fait partie d'une fratrie soudée, sa sœur aînée dit que chacun des frères et sœurs a une relation différente entre eux ; il y a une place particulière pour Saïd.

Il a une relation privilégiée avec son père, le décès l'a beaucoup impacté.

(...)

Saïd a une passion pour les voyages.

La mère dit qu'elle n'a pas vraiment retransmis une éducation religieuse.

Aucune femme dans sa famille n'a porté de voile. Observation peu rigoureuse du ramadan, et fréquentation épisodique de la mosquée.

Le déroulement de la détention provisoire : Difficulté que son fils a rencontrée avec les autres détenus. Son codétenu lui aurait reproché d'être un mécréant. Incompatibilité entre les deux donc ils se sont battus pour être séparé, il est alors placé seul en cellule. Il a du mal à vivre avec les codétenus qui ont des visions religieuses radicales. Il éprouve de la honte, appréhende le regard des gens quand il sortira de détention.

(...)

Le président relève que la famille qui est décrite est soudée et proche de lui.

• Questions des avocats généraux

Sur la procédure de plainte de Saïd pour violences avec coup de couteaux, elle a été classée sans suite pour comportement de la victime.

- **Question de la Défense**

Sur le dépôt du rapport le 5 septembre, il n'arrivait plus à parler à ce moment là, il se refermait sur lui même.

VI. Interrogatoire d'identité et enquête de personnalité de Miguel MARTINEZ

A. Interrogatoire d'identité de Miguel MARTINEZ

Né en 1982, il a grandi dans une famille aimante, il a perdu son père quand il avait 9 ans, son père s'est suicidé. Il a appris la cause de son décès à l'école car sa mère lui avait caché pour le protéger.

Il a donc été confronté à la mort jeune, il a eu un besoin de se tourner vers la religion musulmane. Il était dans un quartier musulman en plus et son grand père était pratiquant. La famille de son père n'aimait pas sa mère en raison de ses origines. Après cette mauvaise expérience, il s'est tourné vers cette religion. Il s'est identifié à la figure masculine de son grand-père, il s'est tourné vers l'islam qui est une religion qu'il a trouvé très chaleureuse. Ensuite, il a prié dans tous les moments où il était en difficulté déclare t-il.

Il était plutôt bon élève à l'école jusqu'en 5^{ème}. Il a fait beaucoup de sports, du basket essentiellement. Il a été repéré et a intégré un équivalent de sport-études. Il a parfois souffert des moqueries de ses camarades qui l'ont fait se retrouver dans des situations où il a été violent. Il a intégré un lycée professionnel par la suite où il a été confronté à des gens qui avaient des apriori sur lui, avec qui il s'est battu. Ces bagarres lui ont valu des sanctions et sa mère a décidé de le retirer de cet établissement qui lui coûtait de l'argent. Il est retourné au collège classique où il est tombé dans la délinquance (a commencé à boire, etc.)

Il a intégré un CAP dans la chaudronnerie vers 16 ans qui ne lui a pas plu. Il a donc commencé à travailler dans l'étanchéité parfois légalement parfois illégalement. Il a ouvert une entreprise dans ce secteur avec des contrats importants. Il a dû arrêter cette profession en raison de problèmes physiques (hernie discale). Passage à vide qui a été accentué par le décès de sa mère à 25 ans. La religion l'a aidé comme à chaque fois dans sa vie. Il s'est ensuite mis dans le commerce de véhicules qu'il achetait en Belgique, avant de s'associer avec M. ABBAD dans le pneumatique. Il a ensuite géré une entreprise de carrosserie (démarchage, réception clients, etc.) qu'il a été obligé de fermer du fait de son incarcération.

Sur le plan personnel : il a rencontré sa compagne actuelle en 2009, il a deux enfants avec elle (Shaima, 4 ans ½ aujourd'hui et un fils qui aura bientôt deux ans).

Il explique que la religion est devenue un soutien très tôt. Il explique par le fait qu'il avait notamment besoin d'avoir un père de substitution, que c'est peut-être pour cela qu'il dirigé vers l'Islam. Il était dans un quartier à grande proportion musulmane dans lequel il s'identifiait à son père.

Il a deux demi-sœurs issues du 2nd mariage de sa mère avec qui il n'a plus de relation et il a un demi-frère dont il est très proche. A la différence de lui, il est très discipliné et il a su faire les bons choix déclare-t-il.

Il explique que les relations avec sa mère étaient bonnes, et qu'elle l'a élevé avec la valeur du travail.

(...)

Sur la légalité de son travail dans l'entreprise de bâtiment, ça dépendait de ce que voulait l'entrepreneur. Il a travaillé chez Electrolux, c'était déclaré car il était en intérim chez Manpower et Adeco.

Sur son suivi judiciaire lorsqu'il était mineur, il dit qu'il n'a pas eu de suivi, il a eu une condamnation pour un vol d'autoradios dans lequel il était mêlé mais pas de suivi.

Sur le fait qu'à 18 ans, il ait eu 6 mois d'emprisonnement ferme pour abus de confiance, et ensuite d'autres condamnations, il explique que c'est dû à des mauvaises fréquentations et aussi les mauvais choix qu'il a fait.

Sur l'abus de confiance, il a dit à une personne qu'il avait le permis, la personne lui a alors prêté sa voiture qui a fini dans un poteau. Il s'est enfuit après l'accident.

Sur sa vision de la délinquance à l'époque, il explique qu'il gagnait plus d'argent en travaillant. C'est essentiellement dû à son comportement bagarreur. A chaque fois qu'il a pratiqué, il n'avait pas de problème c'est pour ça que c'était vu comme quelque chose de positif.

Le président relève 18 condamnations pour une délinquance multiforme (énumère les condamnations : violence commise en réunion, port d'arme, dégradation, outrage à personne dépositaire de l'autorité publique, transport de stupéfiants, etc.) avec des condamnations fermes. Il répond que la plupart des peines citées ont été exécutées en une peine.

Le président demande si le trafic de stupéfiants était une ressource, il répond que non, que c'était pour payer sa consommation personnelle et payer ses sorties en discothèque. Ça se limitait à cela.

Beaucoup de passages au tribunal ont eu lieu beaucoup plus tard après les faits, ce qui donne cette impression d'enchaînement.

Pour l'extorsion de fonds, c'est un patron qui a refusé de le payer pour son travail.

Au moment de son interpellation, il avait ouvert la carrosserie ; le garage avec ABBAD, c'était avant son interpellation.

C'était un petit garage qui ne pouvait pas faire autre chose que du montage de pneu.

Sur ses connaissances en mécanique, il explique ne pas avoir besoin de savoir faire de la mécanique pour monter des pneus. Il allait en Allemagne chercher des pneus qui sont meilleur marché et était très compétitif. Ça marchait très bien.

Sa fille est née en 2015 de sa relation avec Emilie VIANA. Il a eu d'autres relations avec d'autres femmes avant.

Sur sa détention, il a fait une grève de la faim car il ne pouvait pas voir sa fille qui venait de naître et a été transféré à Chalon où sa compagne vient le voir fréquemment.

Sa détention se passe bien avec les détenus et les surveillants. Il y a eu quelques incidents, la bagarre évoquée plus haut.

Le président lit les rapports liés à sa détention « bon comportement, peu d'incidents » à l'exception de ceux mentionnés précédemment.

Les visites sont faites par sa compagne, ses enfants et son ancien associé du garage.

Sur ses relations avec les autres accusés, il était associé avec M. ABBAD puis a rencontré ensuite M. CATINO et M. KARASULAR.

- **Questions des avocats généraux**

Sur le pèlerinage à la Mecque, il a été à la Mecque le mois avant celui du HADJ, pendant le ramadan. Il est resté sur place une semaine « rien de surprenant pour un musulman ».

- **Questions de la Défense**

Sur le rythme de la pratique religieuse, dans un premier temps, c'était par besoin, lié au décès de son père. Par la suite, c'était mieux compris grâce à la lecture des textes. Il ne voulait pas commettre d'erreurs comme ceux qui partent dans l'extrémisme. « Personnellement, je suis vacciné contre le terrorisme depuis très longtemps, depuis les années 90, années noires en Algérie. Mes amis me parlaient des horreurs qui se passaient là-bas. J'ai honte de me retrouver dans ce tribunal aujourd'hui, honte d'être devant les familles. Je ne me suis jamais associé à qui que ce soit dans le but de faire du mal à qui que ce soit »

B. Audition de l'enquêteur de personnalité : Marion SONNEVILLE.

Le témoin décline son identité et prête serment avant de déposer.

Sur la personnalité de M. MARTINEZ dans le cadre de son enquête réalisée de décembre 2017 à février 2018. Elle l'a rencontré au centre de détention à Chalon en Champagne. L'entretien s'est bien déroulé, attentif aux questions qui étaient posées. Elle a contacté ses proches, certains n'ont pas répondu à ses demandes.

Sur l'enfance de M. MARTINEZ, il a eu une enfance heureuse dans son ensemble. Il a grandi dans les Ardennes. A neuf ans, son père se suicide, sans doute en raison de dettes assez importantes. C'est cette première confrontation à la mort qui le rapproche de la religion musulmane. C'est un de ses amis qui va l'accompagner dans cette démarche. Dans son quartier, la population était majoritairement maghrébine et kurde, ce qui a encouragé son adhésion à l'Islam ainsi que la présence de la mosquée à proximité.

Sa mère l'a accompagné convenablement tout au long de son parcours en lui inculquant des valeurs. C'est un enfant curieux et sociable.

Un an après le décès de son père, il rencontre son beau-père qui lui apporte attention et affection et qu'il considère comme un père qui a adopté ce rôle parfaitement.

Il pratique le karaté pendant un an puis le basket qu'il affectionne particulièrement. Pendant deux ans, avec le Centre d'action sociale il partira en vacances. Il a suivi toute sa scolarité sur sa commune d'origine. Sa mère est très impliquée dans son cursus. Il a de bons résultats malgré des bagarres qui viennent entacher son parcours. A 13 ans, il change d'établissement du fait de la nouvelle relation de sa mère. Il s'éloigne de l'école et se concentre sur le basket. Il va être repéré et intègrera une école spécialisée de laquelle il sera retiré par sa mère un an après du fait de son comportement et rejoint son ancien collège.

A 15 ans, il suit un BEP.

L'accusé se considère bête à cette période. L'arrêt du basket l'a poussé dans la délinquance. Il met un terme à sa scolarité à 17 ans et cherche une activité professionnelle avec le soutien de sa mère et de son beau-père.

Sur ses activités salariées, il travaille dans le bâtiment. Il est condamné par le tribunal après avoir voulu récupérer la rémunération qui lui était due auprès d'un ancien employeur. A 22 ans, il essaie de suivre rigoureusement le ramadan mais il est sous l'influence de l'alcool et de la drogue dont il a conscience des effets négatifs sur son comportement.

A 28 ans, il souffre d'une hernie discale.

En mai 2014, il ouvre son entreprise de pneus avant d'ouvrir un garage.

Sur ses relations amoureuses, il rompt d'une première relation en raison d'infidélités et se met en couple avec Mme Emilie VIVIANA, qu'il décrit comme la plus belle des relations.

En décembre 2015, née sa fille. Il est décrit comme un très bon père par ses proches. Les relations avec le père de sa compagne semblent compliquées.

L'accusé se consacre à la prière pour s'apaiser après un décès dans son entourage.

Pour lui les valeurs de la religion sont le partage, l'amour et la foi. Selon son beau-père, cette pratique a un effet positif.

Au sein du couple, la religion a son importance mais n'est pas une priorité.

Sur les voyages, il est parti à Rabat au Maroc avec des amis pour faire la fête en 2004, il partira à la Mecque seul pendant le ramadan.

Sur le plan sanitaire, il souffre d'une hernie discale depuis 2010. Pas d'autres problèmes. Il a subi des problèmes psychologiques liés à son isolement à son arrivée au centre de détention de Chalon en Champagne.

Sur l'opinion de son entourage, il est décrit comme quelqu'un de souriant, gentil, généreux avec un fort caractère, souvent impulsif.

- **Questions des Parties civiles**

L'avocat revient sur une déclaration du père de sa compagne qui a déclaré avoir vu M. MARTINEZ regarder des vidéos de décapitation de femmes.

L'enquêtrice confirme.

M.MARTINEZ s'énerve et répond qu'il attend d'avoir la preuve de ce qui est avancé.

- **Question de la Défense**

La défense évoque des propos tenus par M. Patrick VIANNA, père de la compagne de M. MARTINEZ, qui parlait de M. MARTINEZ en disant : « Je suis un peu raciste, pour être honnête ».

Sur la perception du couple de M. MARTINEZ par le père de Mme VIANNA, il dit que sa fille est folle de lui et il ne l'a jamais forcé à faire quoi que ce soit.

M. VIANNA a arrêté de parler à sa fille à la naissance de Shaima car il leur en a voulu de l'avoir prévenu tardivement de la naissance de Shaima.

Sur le fait que M.VIANNA arrête de parler à son fils également, l'enquêteur ne sait plus exactement, mais il lui semble que c'est son fils qui refusait de lui parler.

Sur le placement en isolement, une rectification est faite ; il est décidé par l'administration pénitentiaire et non par la juge d'instruction à la suite de publications dans la presse relatives à M. MARTINEZ.

VII. Interrogatoire d'identité et enquête de personnalité de M. Nezar PASTOR ALWATIK

A. Interrogatoire d'identité de Nezar PASTOR ALWATIK

Nom de son père : PASTOR

Nom de la mère : ALWATIK

Son père ne l'a pas reconnu dès la naissance mais l'a reconnu à 5-6 ans.

Son casier judiciaire est au nom de ALWATIK.

Difficile pour lui de discuter au sujet de sa vie. Il préfère que le président lui pose des questions.

Sur son enfance et de la manière dont ça s'est déroulé/ce qui a marqué sa vie dès le départ : son enfance s'est très bien passée, n'a pas grandi avec un père à la maison mais sa mère s'est bien occupé de lui, n'a pas eu de manque paternel, n'a manqué de rien pendant son enfance. A eu une enfance des plus communes.

Son père revient en métropole quand il a 13-14 ans, ça a été compliqué car quand il était plus petit ne ressentait pas de manque de son père mais quand il est revenu, a eu du mal à aller vers lui et prendre contact avec lui malgré le fait que son père voulait le voir. Il lui en voulait encore mais le premier jour où il est revenu, il a voulu le rencontrer.

Le père tombe malade plus tard, il est atteint d'un cancer, période qui a été compliquée, puis a été en rémission mais il a eu une rechute et la maladie l'a emportée. Il est décédé en 2003. Ca a été quelque chose de très difficile pour lui. Finalement, il s'est posé la question de savoir s'il méritait d'avoir un père car la vie lui a redonné et lui a repris aussi tôt. A partir de là, il s'est réfugié dans le cannabis et a fait des bêtises.

Il a été élevé par sa mère seule. Il aurait une relation fusionnelle avec sa mère notamment car il est fils unique. Il parle du côté méditerranéen de sa mère qui fait qu'elle est protectrice et proche de son enfant.

Il a une grande sœur et un petit frère. N'a pas pour habitude de les appeler. Ils sont les enfants de son père de femme différente. Il a des bonnes relations avec sa sœur. Et son petit frère c'est plus compliqué car il n'a pas grandi en métropole mais l'aime quand même malgré qu'il y a peu de contacts ces derniers temps car il fait sa vie.

Il a une relation très forte avec sa mère, le terme de fusionnel est adapté. A de bons souvenirs de son enfance et de sa vie familiale.

Sur sa scolarité, sa formation et le travail : sa scolarité a été normale mais un peu dissipée, il aimait parler et faire rire. Le primaire s'est bien passé, le collège aussi et le lycée c'est là où il a grandi car il était quelqu'un d'amusant, bonne scolarité, il avait des bonnes notes dans certaines matières. Malgré l'échec d'un BEP du à une incarcération, il l'a repassé en prison et l'a eu avec mention.

Dans son parcours scolaire toujours, il a repris des études pendant son incarcération, a passé un diplôme équivalent au BAC qu'il a obtenu, tout en étant à l'isolement, donc sans accès aux cours ou aux livres. Mais la responsable scolaire de l'établissement l'a beaucoup aidé à passer ce diplôme et a fait le nécessaire pour lui envoyer les cours.

Son avocat a versé des pièces qui justifient ces éléments là.

Il a obtenu son diplôme et a enchaîné avec une inscription à l'université de Rouen par correspondance pour faire du droit, il a été accepté. On lui a envoyé une série de cours mais a été interrompu par son transfert au quartier d'évaluation qui sera évoqué plus tard.

Sur le BEP où il a échoué, au moment de son incarcération, il venait d'avoir 19 ans, il était impliqué dans une affaire sur des faits de violences aggravées. Il explique qu'il était parti au ski avec des amis, qu'ils étaient mal vus car étaient plusieurs dans un village où ils se faisaient insulter de racailles, donc la dernière soirée, ça s'est fini en bagarre. Les personnes avec qu'ils se sont battus étaient des gens du village, donc le lendemain, il a été interpellé dans l'appartement qu'il louait, première garde à vue, il était à l'école, il était au sport, et il a été envoyé en détention provisoire pour que trois mois plus tard la victime dise que ce n'est pas lui qu'il l'a frappé, et il est sorti en liberté provisoire.

5 ans plus tard, le dossier est examiné, il est quand même déclaré coupable de violence en dépit des explications de ce témoin. Le Président demande s'il y a eu d'autres éléments. Il dit ne pas s'être présenté au jugement notamment car il avait peur de repartir en prison. Le président ne comprend pas pourquoi sachant que le témoin avait changé sa version sur lui.

Le juge d'instruction qui avait décidé du mandat de dépôt avait reconnu son erreur. Et il était d'ailleurs sorti. Il ne donne pas d'explications. La détention provisoire a été couverte.

A la suite de cette condamnation, il devait avoir un bracelet électronique et le jour où il devait le mettre, il a été interpellé dans le cadre d'un trafic de stupéfiants sur une enquête sur des faits d'un an avant, il a été placé donc en détention, et a fait le reste des huit mois.

(...)

La prison l'a gardé un mois de plus car il y a eu une erreur sur ses remises de peine, il devait être libérable sous bracelet normalement. Finalement, il est sorti le 12 juin 2013.

S'agissant de sa détention actuelle, parmi les coaccusés, il a fait partie de la première vague d'interpellation, il a fait l'objet d'un mandat de dépôt le 20 janvier 2015 donc ça fait plus de 5 ans et demi qu'il est en détention provisoire.

Ça a été très difficile car ce qui s'est passé pendant les attentats, il n'y a pas de mots assez forts dit-il pour qualifier ça, surtout d'être considéré comme un terroriste/djihadiste, quand il a été incarcéré, il a été l'animal qu'on venait voir dans sa cellule avec les surveillants qui venaient pour voir qu'il était, ils le réveillaient à 4h du matin pour voir s'il était vivant. Il a été considéré comme coupable dès le début, déclare-t-il. Il a été mis à l'isolement dès son arrivée. Il ne se met pas en position de victime, mais il est accusé, les victimes sont dans la salle et les autres salles mais il dit être accusé d'une chose qu'il n'a pas faite et il y a rien de pire. Il a essayé de démontrer qu'il n'était pas celui là mais finalement il a été envoyé à l'isolement tous les trois mois. L'ont associé au grand banditisme après dans lequel il ne se retrouve pas non plus.

Pendant 33 mois a été gardé à l'isolement par la direction puis au cours d'un débat, ils ont décidé de le sortir de là et à ce moment là, sa détention a changé. Il pensait qu'il allait être bien en bâtiment

après avoir été 33 mois à l'isolement seul, mais ils l'ont mis avec un codétenu, c'était difficile de trouver ses marques surtout quand les gens apprennent pourquoi il est là, les fouilles se sont multipliées dit-il, les gens en promenade ne lui parlaient pas ou par curiosité ; on l'a changé de bâtiment et de codétenu. Il avait entamé un travail psychologique avec la psychologue. Cette incarcération a été différente, la psy l'a aidé. En arrivant, il voulait travailler, a été accepté à l'atelier pendant une semaine et à la fin, une commission de déclassement s'est faite en raison des motifs pour lesquels il était incarcéré, que cela n'était pas compatible avec le travail donc cela a été un premier coup. Ensuite ce qu'il a vraiment touché, c'est le transfert au quartier d'évaluation de la radicalisation. A la fin de cette période d'évaluation, l'isolement a été préconisé car ils n'arrivaient pas à savoir s'il était radical ou pas. Il s'est alors mis dans une bulle car avait peur de devenir fou.

Il déclare que quand il est arrivé à la maison d'arrêt de Nanterre, des détenus sont venus le voir, il y en avait trois types : ceux qui pensent que cette affaire est un complot mais ne l'acceptent pas car il y a eu des morts ; d'autres qui sont contents de ce qui s'est passé et c'est lui qui ne l'accepte pas, il ne pouvait pas rester à coté de ces gens là et d'autres qui parlent avec lui par intérêt. Il ne voulait donc plus avoir quelqu'un en cellule. Il est originaire du 92. N'a pas de mots pour décrire la honte que c'est pour lui d'être mêlé à cette affaire. Ne supportait plus les questions des autres sur cette affaire, a demandé à être seul en cellule, ils ont refusé, il a alors demandé un transfert, une demande a été formée pour Caen, mais il n'est pas normand donc ne voulait pas aller là bas, car difficile d'accès. Il a demandé à aller à la Prison de la santé mais ça ne s'est pas fait car des personnes de son affaire y étaient. La meilleure chose qui lui soit arrivée pendant sa détention, c'était à l'isolement, il a eu un diplôme, a fait un travail sur lui même, a préféré être seul que mal accompagné. Depuis le 10 août 2018, il est donc à l'isolement.

Le rapport dit que c'est un détenu calme et facile à prendre en charge.

Sur les procédures disciplinaires, il y a eu un refus de fouille à l'issue d'un parloir. Il avait été sanctionné en 2015. L'accusé précise qu'il y a eu un rapport d'incident concernant un yoyo et des insultes. Quand il est passé en commission, il a expliqué à la directrice qu'il avait fait des yoyos mais que ce jour là ce n'était pas lui et qu'il n'a pas insulté le surveillant. Finalement la décision a été 7 jours de sursis pour le yoyo et le retrait des insultes. Mais il n'acceptait car si ça avait été lui, il l'aurait accepté, déclare t-il.

Juste après il est allé au parloir et l'a expliqué à sa mère. Il a prévenu sa mère qu'il allait refuser la fouille pour aller au mitard car c'est ce qu'ils voulaient selon lui. Les surveillants ont essayé de l'en dissuader mais finalement a du être monté au quartier disciplinaire. Ils ont fait la fouille et lui ont demandé pourquoi il avait fait ça, il en a alors expliqué les raisons. Finalement, il a fait deux jours.

Lecture de document par le Président

Il a une bonne entente avec le personnel de surveillance.

Sur sa situation professionnelle, il a expliqué avoir exercé plusieurs petits boulots, dans un café chez son beau frère à Paris et dans divers secteurs, du porte à porte.

A sa sortie de prison en 2004, après obtention de son BEP, il a voulu poursuivre ses études mais aucune académie ne voulait le reprendre dans leur établissement. Son ex beau frère s'était proposé de le faire travailler dans un bar PMU à Bonne Nouvelle comme serveur. Ensuite, il a enchaîné plusieurs petits jobs, notamment une société de contrat téléphonique, puis manutention, ménage, chauffeur livreur. Un peu de travail au noir.

A sa sortie de prison en 2013, c'était une sortie très compliquée car après trois ans de détention, on est venu le chercher d'un coup et a été jeté dans la rue, tous ses amis s'étaient mariés, avaient des enfants et travaillaient, lui était perdu, donc un de ses amis lui a avancé de l'argent pour acheter une dépanneuse, il s'est inscrit à pôle emploi et au RSA, il a fait du dépannage automobile pendant un an et avant son incarcération avait pour projet de racheter une pizzeria mais n'a pas eu le temps de finaliser ce projet car a été interpellé dans le cadre de cette affaire.

- **Questions des Parties civiles**

Un avocat pose une question sur un mariage très court qui a duré que quelques mois :

Il dit s'être marié religieusement, ça a duré un mois et demi, juste après la cérémonie, il s'est rendu compte que c'était une erreur, il a essayé d'arranger les choses et ce n'était pas possible, il ne s'entendait pas avec elle. C'était un mariage religieux sans connaître la personne car il a été 4 ans avec une femme pendant sa détention avec qui il s'était mis juste avant la détention de 2010. Quand ça s'est fini avec elle, il n'était pas bien mais ce qui lui a vraiment mis un coup, c'est qu'il a appris trois semaines après qu'elle allait se marier, il pense que c'était par vengeance. Il a alors fait passer le message qu'il voulait se marier et être père et ce mariage religieux lui était donc utile car c'était la seule façon d'avoir une femme. Il pensait que ça allait être une bonne chose. Finalement, ça s'est très mal passé.

L'avocat de la partie civile demande qui lui a présenté cette femme. Il répondra le jour de son interrogatoire sur tout cela dit-il.

- **Question de la Défense**

Sur son prénom, il a un double prénom qui s'ajoute à un double nom, la défense l'interroge sur les raisons de cela. Il répond que Nézar est le prénom que sa grand mère lui a donné et Mickael c'est quand son père l'a reconnu, il fallait choisir un nom français et à l'époque il avait 6 ans et il était fan de Mickael Jackson donc quand ses parents lui ont demandé, il a dit vouloir s'appeler Mickael. Finalement ses amis aujourd'hui l'appellent Micki.

Sa mère l'appelle Mickael ou Mimi.

Sur sa relation avec son père, il aurait aimé aller en Outre Mer mais il est allé plutôt au Maroc. N'est jamais allé voir son père. N'avait qu'un souvenir photographique.

Sur le retour de son père et sur sa sœur qui est la fille de son père, elle a été dans sa vie depuis toujours. Elle en a voulu à son père qu'il abandonne son fils, donc s'est sentie responsable de lui. Il l'a toujours eu dans sa vie, ainsi que ses neveux et nièce.

Sur la différence d'âge avec sa sœur : 17 ans. Elle a expliqué à l'enquêtrice qu'avant de mourir son père a dit à son fils de veiller sur elle. Notamment car c'était le premier garçon déclare t-il donc il lui a confié la mission d'être l'homme de la maison même si elle était mariée et a des enfants.

L'avocat demande s'il a réussi cette mission, il répond que si c'était le cas, il ne serait pas là dans cette salle.

Sur le fait qu'il ait été délégué de classe et délégué de lycée : il dit qu'il faut savoir qu'au lycée de par son comportement en classe et avec les gens il était quelqu'un de populaire donc ça allait de soi qu'il devienne délégué. Il a suivi le mood des autres élèves.

Ce qu'il rendait populaire, devait être le fait qu'il soit dissipé, qu'il bavarde et qu'il fasse le clown.

Sur le trafic de stupéfiants dans ces années là, il répond qu'il n'a pas grandi dans une cité à proprement parlé car c'était un endroit résidentiel mais a suivi le mood local, n'avait pas de frère ni de père et les remplaçants ont été les grands du quartier. Il trouvait ça agréable qu'on s'intéresse à lui mais en réalité reconnaît qu'il n'en avait pas besoin. Il suivait les autres.

(...)

Il était déboussolé quand il est sorti de prison pourtant il avait une relation sérieuse à l'extérieure, il dit que le fait que la peine ait duré longtemps et qu'il n'ait pas eu de réinsertion après trois ans de détention, il était désarmé de voir tout le monde qui avait avancé autour de lui, il se sentait en dessous du niveau. Il avait l'impression d'avoir passé toute sa vie en prison.

Sa mère et sa sœur n'ont pas été au mariage car elles ont refusé de s'y rendre car sa mère ne voulait pas qu'il se marie avec une « ninja ». Mais il avait dit à sa mère qu'il allait essayer de la modérer.

Il a aussi été déboussolé technologiquement par rapport à l'avancée du monde, il n'est pas à jour sur internet, il a eu Facebook pendant trois mois mais ne connaît pas bien. A connu l'iPhone en prison, mais n'a jamais été Smartphone.

Il n'avait pas de connexion internet.

Intervention de la défense sur les horaires tardives de fin de journée : 21 :30, il faut encore auditionner l'enquêteur de personnalité.